

« **L’Afrique face aux crises et à la durabilité : Comment communiquer ?** » -

Synthèse du Webinaire de l’ACCS, du 4 mai 2026

Le webinaire du 4 mai 2026 a réuni trois experts africains autour des enjeux de communication liés aux crises climatiques et environnementales en Afrique.

Les échanges se sont articulés autour des conférences, du **Dr Amadou Idrissa Bokoye** (UQAM) intitulée « *Comprendre les crises climatiques et environnementales en Afrique: tendances et enjeux* », de la **Dre Marième Pollèle Ndiaye** (Université Gaston Berger, Sénégal) consacrée aux « *Récits climatiques africains: Comment inspirer et accompagner les transitions durables* », et du **Dr Tharcisse Musabyimana** (Université du Rwanda) intitulée « *Communiquer en situation de crise: stratégies et bonnes pratiques sur le terrain* ».

Les intervenants ont rappelé une contradiction majeure : alors que l’Afrique est le continent qui contribue le plus faiblement aux émissions mondiales de CO₂, elle subit de manière disproportionnée les conséquences du dérèglement climatique.

L’Afrique fait, en effet, face à une intensification des événements climatiques extrêmes. À titre d’illustration, en 2024, 48 des 54 États africains ont été touchés par des inondations tandis que la sécheresse a affecté 178 millions de personnes.

De plus, ces dérèglements climatiques entraînent d’autres crises en cascade, telles que des crises sanitaires, alimentaires ou migratoires. Entre 2015 et 2020, plus de 7 millions de personnes ont été déplacées par des catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne.

Chaque intervenant a apporté des éléments d’information, de compréhension et d’analyse sur cette situation et sur le rôle critique joué par la communication de risques et de crise dans la sensibilisation et la mobilisation des populations.

Plusieurs idées fortes ont émergé, parmi lesquelles :

- La nécessité de **stratégies de communication contextualisées et localisées**, incarnées dans le vécu quotidien des populations. L’intégration des cultures africaines est incontournable et gage d’efficacité pour la communication climatique, particulièrement les cosmogonies locales, les langues et langages, ou encore la temporalité.
- L’urgence de construire une **diplomatie des savoirs climatiques** dans les cadres décisionnels internationaux. Celle-ci implique de reconnaître la légitimité des savoirs endogènes, des connaissances locales et traditionnelles, de promouvoir des formes de communication participatives et de développer des récits climatiques produits par les sociétés africaines elles-mêmes.

- L'intégration de la **pluralité des systèmes de connaissance** ainsi que des tables de concertation interdisciplinaires dans la recherche scientifique, afin de construire des espaces de négociation équitables entre savoirs scientifiques, savoirs locaux et expériences communautaires.
- Sur le terrain, l'importance d'**adopter une approche participative**, d'impliquer et de former les journalistes, mais également les acteurs de terrain tels que les forestiers, les agriculteurs, les éleveurs ainsi que les communautés comme co-productrices de connaissances, et pas seulement comme sources de données.
- La mise en place de **stratégies multicanales** combinant médias traditionnels, médias communautaires, outils numériques et communication de proximité, parmi lesquels : les **radios communautaires**, le média le plus enraciné dans les réalités locales ; la **téléphonie cellulaire** qui a un taux de couverture élevé en Afrique, mais reste sous-utilisée pour les systèmes d'alerte ; ainsi que les **leaders locaux et chefs de village** dont l'implication est cruciale pour la légitimité des messages.

Conférence 1. « Comprendre les crises climatiques et environnementales en Afrique : tendances et enjeux – Rôle de la communication pour une meilleure résilience » - Intervention du Dr Amadou Idrissa Bokoye (Professeur associé ISE/ UQAM)

Cette première conférence a porté sur les tendances climatiques et environnementales actuelles au niveau international, et plus spécifiquement en Afrique, ainsi que sur leurs conséquences sociales, économiques et politiques.

Le Dr Bokoye a mis en avant le cadre environnemental actuel et la menace sur la planète et l'humanité représentée par des activités anthropiques. Sept des neuf limites planétaires ont été atteintes de nos jours, menaçant directement l'humanité.

Les mobilisations du concert des nations ont permis de mettre en place des actions à travers des processus scientifiques et des négociations internationales, afin d'apporter une réponse globale à ces enjeux, notamment en poursuivant les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies.

L'Afrique fait face à une multiplication et une intensification des crises climatiques. Les inondations, les sécheresses, les vagues de chaleur et la dégradation des écosystèmes touchent désormais presque toutes les régions du continent.

Ces phénomènes ont des conséquences multidimensionnelles, dépassant largement le domaine environnemental et touchant directement les conditions de vie des populations, parmi lesquelles : l'insécurité alimentaire, les tensions sociales et les conflits liée à la raréfaction des ressources (comme dans certaines zones du Sahel où les crises environnementales alimentent les conflits locaux et aggravent des situations sécuritaires déjà instables), ou encore les migrations forcées et déplacements massifs de populations, tel que cela est le cas en République démocratique du Congo où plusieurs millions de personnes ont été contraintes de quitter leur lieu de vie.

Proposant un cadre conceptuel de la communication du risque, faisant notamment un parallèle avec l'optique géométrique, et rappelant les règles cardinales et les principes fondamentaux de la communication du risque naturel, le Dr Bokoye a mis en avant l'importance de la communication du risque en contexte africain, qui représente une opportunité d'apprentissage et de partage sur les risques naturels et demande de surmonter les barrières culturelles et linguistiques pour un développement communautaire durable.

Il a mis en avant la nécessité de prendre en compte la dimension culturelle, qui implique une bonne connaissance des populations cibles en termes de culture et de fonctionnement communautaire ou sociétal ; des formations des communicateurs (journalistes) sectoriels avec une bonne compréhension des croyances locales ; ainsi qu'une utilisation des systèmes de communication de risque adaptés aux réalités locales (télédiffusion et radiodiffusion, téléphonie cellulaire)

Parmi les principales recommandations pour une communication du risque climatique en contexte africain, le Dr Bokoye préconise : un regard multidisciplinaire pour des solutions durables ; des cadres d'action à différents niveaux, tant international que local en passant par le national ; une approche participative basée sur une mobilisation citoyenne ; la nécessité de prendre en compte la dimension environnementale dans les grands projets africains ; ainsi que la prise en compte des changements climatiques dans les politiques et plans de développement.

Conférence 2 « *Récits climatiques africains : Comment inspirer et accompagner les transitions durables* » - Dre Marième Pollèle Ndiaye (Université Gaston Berger, Sénégal)

L'intervention de la Dre Ndiaye a porté sur la circulation et l'appropriation des récits autour des questions climatiques en Afrique. En effet, si l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 3 à 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (Rapport Wits University, 2024), le continent n'en subit pas moins de plein fouet les effets du dérèglement climatique : inondations, famines, érosions côtières, sécheresses.

Partant de ce constat, elle défend l'idée que les récits climatiques sont des appareils de pouvoir. Produire et diffuser un récit permet d'orienter les représentations du monde, les politiques publiques et les formes d'action collective. Ainsi, la capacité des sociétés africaines à produire leurs propres récits constitue une condition essentielle pour accompagner les transitions durables.

La Dre Ndiaye a fait état d'un double cadrage qui enferme le continent africain en matière de récits climatiques. D'un côté, l'imaginaire humanitaire qui approche le changement climatique en Afrique sous l'angle du récit de la vulnérabilité. Ces discours vont produire ce que Luc Boltanski nomme « la politique de la pitié ». C'est un rapport moral qu'entretiennent les sociétés occidentales avec une souffrance lointaine à travers les médias. Le spectateur est alors placé dans la position d'un témoin impuissant face à des malheureux qu'il ne peut pas aider directement.

D'un autre côté, un deuxième type de récits place l'Afrique comme un réservoir de ressources stratégiques pour la transition énergétique du Nord. La Dre Ndiaye s'est appuyé sur les exemples

concrets de l'extraction du cobalt en RDC et du projet d'hydrogène vert « Hyphen Hydrogen Energy » de la Namibie, illustrant ce que les auteurs Fairhead, Leach et Scoones nomment une logique de « *green grabbing* » ou « accaparement vert », qui renvoie à une surexploitation des ressources naturelles au nom de la transition énergétique.

La Dre Ndiaye a ensuite fait état d'une réappropriation des récits climatiques par l'Afrique, à travers trois registres : les savoirs traditionnels et cosmogonies locales, les médias communautaires et l'activisme narratif.

Les 54 Etats africains ont des milliers de langues et des visions du monde radicalement différentes. Il n'y a pas un rapport africain à la nature, mais des régimes bien distincts avec un point commun, selon le Dr Ndiaye, une pensée de la durabilité relationnelle et non techniciste. Il est ainsi important d'intégrer les cosmogonies locales dans la communication sur le changement climatique car on ne fait pas de sensibilisation avec des abstractions, a ajouté la Dre Ndiaye.

Un deuxième registre de réappropriation des récits climatiques est celui des médias communautaires. Prenant le cas du projet de l'ONG canadienne Farm Radio International, mené dans six pays africains, et qui a permis de sensibiliser les agriculteurs à travers les radios communautaires, la Dre Ndiaye a fait état d'une circulation horizontale de savoirs situés, racontés par ceux qui les vivent. Chaque communauté détient un savoir partiel et c'est dans la mise en réseau de ces savoirs que se construit une véritable transition durable a-t-elle rappelé.

Un dernier volet est représenté par des figures militantes comme Vanessa Nakate (Ouganda) et Mezda Ndoye (Sénégal). Ces activistes utilisent les réseaux sociaux pour mobiliser et sensibiliser leurs communautés devant l'urgence climatique et pour porter haut les voix africaines dans les fora internationaux, illustrant ce que la philosophe Nancy Fraser appelle les contre-publics subalternes, quand des groupes marginalisés construisent leurs propres récits pour contester des discours dominants.

Enfin, la Dre Ndiaye plaide pour une « diplomatie des savoirs climatiques ». Définissant les savoirs climatiques comme étant « toute forme de savoir, de connaissance, qu'elle soit scientifique, traditionnelle, expérientielle ou médiatique, et qui concerne les dynamiques du climat, ces changements et leur impact » qu'il s'agisse des éleveurs peuls, du GIEC ou des communautés éthiopiennes, chacun a son propre savoir sur le climat. Cependant, les arènes de gouvernance restent dominées par les savoirs scientifiques, tandis que les savoirs traditionnels expérientiels sont souvent relégués au rang d'éléments de folklore.

Il s'agit donc, d'après la Dre Ndiaye, de passer d'une logique d'inclusion des savoirs locaux dans le discours scientifique dominant vers une logique de négociation entre systèmes de connaissance égaux.

La diplomatie se joue sur trois plans : épistémique, qui consiste à ne plus obliger les communautés à traduire leurs expériences dans des catégories occidentales pour être entendues ; le plan médiatique, celui de la négociation sur la visibilité ; et le plan politique qui porte sur le pouvoir de faire le récit.

La Dre Ndiaye a conclu en rappelant que les récits sont une condition d'une transition durable, et qu'une écoute des populations les plus affectées est indispensable pour des transitions légitimes.

Conférence 3 : « Communiquer en situation de crise : stratégies et bonnes pratiques sur le terrain » - Intervention du Dr Tharcisse Musabyimana (Université du Rwanda)

Le Dr Musabyimana a analysé la stratégie de communication de crise en Afrique, notamment dans région des Grands Lacs, avec un accent particulier sur le Rwanda.

A l'instar des intervenants précédents, le Dr Musabyimana a rappelé que l'Afrique est aujourd'hui confrontée à une intensification des crises devenues multidimensionnelles, notamment climatiques, sanitaires, sécuritaires et socio-économiques. Se basant sur les rapports de la Banque mondiale, il a ajouté que les chocs climatiques et économiques aggravent les inégalités et compromettent les capacités d'adaptation. Dans ce contexte, la communication apparaît comme un outil stratégique essentiel pour informer, mobiliser et renforcer la résilience des populations.

Parmi les défis communicationnels majeurs de la gestion des crises en Afrique, il a notamment souligné la rapidité de propagation de la désinformation, la diversité linguistique et culturelle ainsi que les inégalités d'accès à l'information.

La question centrale de la présentation est ainsi de savoir comment concevoir et mettre en œuvre des stratégies de communication de crise efficaces et contextualisées en Afrique.

En se basant notamment sur la théorie de la communication de crise situationnelle, le Dr Bokoye a souligné l'importance d'adapter les messages en fonction du type de crise et des perceptions du public. En appui à son propos, il a fait appel aux approches de communication des risques insistant sur la transparence et la clarté des messages et des approches participatives qui insistent sur la nécessité d'impliquer les communautés locales dans la construction des réponses.

Centrant son propos sur la région des Grands Lacs africains incluant le Rwanda, la République démocratique du Congo et le Burundi, le Dr Bokoye a épinglé la forte exposition de ces pays aux crises, tant les catastrophes naturelles dues au changement climatique, que les crises sanitaires, notamment les épidémies d'Ebola en RDC, ajoutés aux conflits armés persistents dans l'Est du pays, entraînant les déplacements de plus de 7 millions de déplacés internes selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Plusieurs défis de communication caractérisent également cette région : la fracture numérique, la diversité linguistique et la méfiance envers les institutions. Ces facteurs compliquent la diffusion des messages cohérents et crédibles. De plus, la propagation rapide de la désinformation constitue un obstacle majeur, notamment en période de crise sanitaire.

Les médias jouent également un rôle ambivalent dans les situations de crises. S'ils contribuent à informer les populations, certaines pratiques médiatiques peuvent également, dans les contextes de tension, accentuer les dynamiques conflictuelles.

Ces contextes appellent des stratégies de communication adaptées intégrant canaux traditionnels et approches participatives. Dans ce cadre, le Rwanda est pris en exemple par le Dr Musabyimana dans sa gestion et sa communication de crise, notamment lors de la Covid19.

La stratégie nationale de communication du gouvernement du Rwanda repose sur une approche centralisée et structurée, combinée à une forte implication des communautés locales. La communication de crise au Rwanda s'appuie sur une combinaison de canaux, notamment les médias traditionnels, radio et télévision, les technologies numériques, réseaux sociaux et les SMS et les réseaux communautaires. Bien que l'Internet et les médias sociaux prédominent chez les personnes instruites et relativement aisées, notamment les jeunes, la radio, les SMS et les rencontres personnelles restent les options privilégiées dans les zones rurales et pauvres.

Le Dr Musabyimana prône ainsi, dans la région des Grands Lacs, pour une communication de crise participative, inclusive et orientée vers la paix, fondée sur la transparence, la vérification de l'information et l'ancrage dans les réalités locales par l'implication des acteurs de proximité, des communautés, des leaders locaux, ainsi que médias communautaires et par l'usage des langues locales. L'efficacité repose également sur une approche multicanale combinant médias traditionnels, outils numériques et communication de proximité.

Enfin, il a appuyé que la communication de crise ne doit pas se limiter à la gestion immédiate des risques, mais intégrer une perspective de durabilité. Cela implique notamment de relier les messages d'urgence pour des inondations ou des glissements de terrain à des pratiques durables telles que la gestion des risques, la protection de l'environnement et l'adaptation locale.

Conclusion générale

Le webinaire du 4 mai 2026 a montré que les crises climatiques africaines ne sont pas uniquement des enjeux environnementaux. Elles touchent aux questions de pouvoir, de représentation, de savoirs et de justice. Les discussions ont mis en évidence la nécessité de dépasser les approches descendantes et technocratiques de la communication climatique.

Les sociétés africaines ne doivent plus être seulement décrites comme vulnérables ou dépendantes. Elles possèdent des savoirs, des récits, des pratiques et des capacités d'innovation indispensables pour construire des transitions durables.

Des recommandations majeures ont émergé, appelant à notamment à reconnaître la pluralité des systèmes de connaissance et à construire des espaces de négociation équitables entre savoirs scientifiques, savoirs locaux et expériences communautaires.

Une transition écologique globale, efficace et légitime ne peut se faire sans une écoute et une implication des populations africaines dans les cadres décisionnels, ainsi que par un



enrichissement mutuel entre les connaissances scientifiques dominantes et les connaissances traditionnelles ancrées dans les territoires.